

à des pays en voie de développement.

Les coûts

Avec le coût élevé de la technologie, le problème du transfert de technologie est compliqué davantage. Les participants canadiens à l'atelier ont conclu qu'il fallait soit trouver un moyen d'augmenter la concurrence afin que les prix baissent, ou bien développer une façon de subventionner le coût d'achat de la technologie environnementale disponible. A cause d'un manque d'alternatives à prix modiques, et, ce qui est plus grave, étant donné le coût élevé du capital au Canada, l'industrie canadienne cherchant à utiliser la technologie protégeant l'environnement affronte d'énormes obstacles. Tandis que cela pose des problèmes au Canada, les problèmes sont d'autant plus graves pour les pays en voie de développement.

Cela nous mène à la question d'associer l'aide de développement aux pratiques environnementales des pays qui reçoivent l'aide. Cette question fait ressortir un nouvel aspect (souvent constaté) du problème: celui d'accepter les objectifs potentiellement contradictoires associés au développement économique et à la protection environnementale. Le Japon a une expérience considérable avec ce problème, surtout avec ses politiques concernant l'aide accordée à la Chine pour le développement.

Une partie de la stratégie d'industrialisation de la Chine consiste de plans pour construire de nombreuses usines alimentées par le charbon. D'une perspective environnementale, il serait préférable qu'ils installent des usines avec de l'équipement de désulfuration. Malheureusement, elles coûtent beaucoup plus cher que les usines qui ne sont pas ainsi équipées. Etant donné leur but principal, c'est-à-dire l'expansion économique, la Chine se soucie d'abord d'accroître le nombre total d'usines. En conséquence, ils préfèrent utiliser une technologie moins dispendieuse, et donc moins saine pour l'environnement.

Le choix entre un grand nombre d'usines et une croissance économique accélérée comparé moins d'usines protégeant mieux l'environnement illustre une des questions Nord-Sud les plus urgentes qu'affronte présentement le monde. Les pays en voie de développement cherchent présentement à maximiser leur potentiel économique tandis que le monde développé a tendance de plus en plus à associer l'aide pour le développement à la protection de l'environnement. Cette question fut discutée par les représentants de 41 pays en développement à une réunion préliminaire du CNUED ayant lieu à Beijing en 1990. Ils conclurent que les pays développés devraient tenter de fournir de l'aide aux pays en voie de développement qui leur permettrait de développer des mesures